

Nos réf. : SAU/CL/MI n° 24 - 498

TROYES, le 8 octobre 2024

Affaire suivie par : Cyril LOTTERIE
cyril.lotterie@developpement-durable.gouv.fr

Tél. : 03 51 37 61 83

Courriel : ud10.dreal-grand-est@developpement-durable.gouv.fr

Rapport de l'inspection des installations classées

Visite d'inspection du 13/05/2024

Partie nominative

ACCURIDE

5, avenue du Président René Coty
BP 7
10600 LA CHAPELLE-SAINT-LUC

Code AIOT : 0005701965

L'inspection des installations classées a réalisé une visite d'inspection le 13 mai 2024 de l'établissement ACCURIDE implanté 5, avenue du Président René Coty - BP 7, 10600 LA CHAPELLE SAINT LUC. Le présent rapport rend compte de cette visite. Cette partie contient des informations nominatives qui ne seront pas publiées sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>). Toute demande écrite de consultation ou transmission fera l'objet d'un examen selon les règles en vigueur.

Thèmes de l'inspection :

- Air

Participant(es) à l'inspection, représentant l'inspection des installations classées :

- Cyril LOTTERIE, Unité départementale de l'Aube et de la Haute-Marne, Subdivision AUBE 1, inspecteur de l'environnement

Participant(es) à l'inspection, hors inspection des installations classées :



- Hugues Dugres : Directeur du site
- Agathe Lancelot : Responsable qualité

Le courriel d'échange avec l'administration est agathe.lancelot@accuridecorp.fr.

Horaires d'ouverture : 9h30-11h30 / 14h00-16h00

Tél. : 03 51 37 61 70

1, Boulevard Jules Guesde – CS 70377
10025 TROYES cedex

Rédacteur	Vérificateur / Approbateur
L'inspecteur de l'environnement Cyril LOTTERIE cyril.lotterie  Signature numérique de Cyril LOTTERIE cyril.lotterie Date : 2024.10.08 14:55:04 +02'00' Cyril LOTTERIE	Le Chef de l'Unité Départementale Aube – Haute-Marne  Manuel VERMUSE

Rapport de l'inspection des installations classées Propositions à l'issue de la visite

A l'issue de la visite d'inspection du 13 mai 2024 de l'établissement ACCURIDE implanté 5, avenue du Président René Coty - BP 7 - 10600 LA CHAPELLE-SAINT-LUC, les constats établis et explicités dans la partie « Contexte et constats » du rapport amènent l'inspection des installations classées à formuler à Madame la Préfète les propositions suivantes.

La visite a notamment porté sur la conformité des émissions atmosphériques. A la suite de l'examen des prescriptions applicables in situ, l'inspection des installations classées estime nécessaire que l'exploitant fournisse des **justificatifs** permettant de prouver le respect des prescriptions réglementaires applicables. Dans ce cadre, les attendus suivants doivent être transmis sous un délai fixé à 3 mois :

- **Conditions générales de rejet** - Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 02/07/2013 article : 3.2.3
- **Émissions dans l'air** - Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 02/07/2013 article : 3.3
- **Chaudière** - Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 02/07/2013 article : 3.2.4

Par ailleurs, il est aussi attendu de l'exploitant, un bilan de conformité de l'installation par rapport aux prescriptions de l'arrêté d'autorisation et de ses arrêtés complémentaires, incluant la nature des installations, afin de permettre la mise à jour de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 2 juillet 2013.

Il est proposé d'encadrer les attendus par arrêté préfectoral.

Unité Départementale Aube - Haute-Marne

TROYES, le 8 octobre 2024

Nos réf. : SAU/CL/MI n° 24 - 498

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 13/05/2024

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

ACCURIDE

5, avenue du Président René Coty
BP 7
10600 LA CHAPELLE-SAINT-LUC

Code AIOT : 0005701965

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 13 mai 2024 dans l'établissement ACCURIDE implanté 5, avenue du Président René Coty - BP 7 - 10600 LA CHAPELLE-SAINT-LUC. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La société ACCURIDE a déposé un porter à connaissance, daté du 13 décembre 2023, concernant l'activité de la société SAMS dans le bâtiment n°2A.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- ACCURIDE
- 5, avenue du Président René Coty - BP 7 - 10600 LA CHAPELLE-SAINT-LUC
- Code AIOT : 0005701965
- Régime : Enregistrement
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Usine installée depuis 1957, l'activité du site ACCURIDE WHEELS consiste en la fabrication de roues en tôle, à destination notamment des constructeurs automobiles.

Thèmes de l'inspection :

- Air

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
2	Conditions générales de rejet	Arrêté Préfectoral du 02/07/2013, article 3.2.3	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
3	Émissions dans l'air	Arrêté Préfectoral du 02/07/2013, article 3.3	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
4	Chaudière	Arrêté Préfectoral du 02/07/2013, article 3.2.4	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Brûlage	Code de l'environnement du 12/09/2024, article article L 541-1, point II, alinéa 3	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La société ACCURIDE a décidé de mettre à disposition de la société SIAMS un de ses bâtiments. Elle a déposé un porter à connaissance concernant l'activité de la société SIAMS dans le bâtiment 2A. A l'examen des matières qui seront stockées dans ce bâtiment et des process mis en œuvre, l'inspection des installations classées donne un avis favorable sous réserve que la société SIAMS respecte les conditions d'exploitation liées au bâtiment et au site et encadrées par la réglementation actuellement applicable.

Par ailleurs, la visite d'inspection avait notamment pour objectif de vérifier si la société était à l'origine de dioxine, polluants retrouvés dans les jauges de suivi exploitées par l'unité de valorisation énergétique (Vallaubia) implantée à proximité de la société ACCURIDE.

Suite à la visite, l'inspection des installations classées estime que par son process (traitement de surface), la société ACCURIDE n'apparaît pas comme émetteur de dioxine. Pour rappel, les dioxines sont générés par la combustion de produits organiques chlorés principalement à une température entre 250 et 400°C et en présence de métaux lourds (Ces conditions sont réunis par exemple lors de brûlage de déchets (point de contrôle 1)). L'exploitant a également confirmé ne pas émettre de dioxine.

Enfin, il a été constaté que les émissions de COV rejetées par l'installation depuis 2022 sont supérieures aux valeurs limites prescrites et que les documents mis à disposition pendant la visite d'inspection ne permettent en outre pas d'analyser la conformité vis-à-vis de l'ensemble des prescriptions énoncées dans l'arrêté préfectoral d'autorisation, avec leurs valeurs limites associées. Aussi, il est demandé à l'exploitant de transmettre des justificatifs supplémentaires (points de contrôle 3 et 4).

Il est aussi attendu de l'exploitant, un bilan de conformité de l'installation par rapport aux prescriptions de l'arrêté d'autorisation et de ses arrêtés complémentaires, incluant la nature des installations, afin de permettre la mise à jour de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 2 juillet 2013 (point de contrôle 2).

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Brûlage

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 12/09/2024, article L 541-1, point II, alinéa 3
Thème(s) : Risques chroniques, Brûlage
Prescription contrôlée : « D'assurer que la gestion des déchets se fait sans mettre en danger la santé humaine et sans nuire à l'environnement, notamment sans créer de risque pour l'eau, l'air, le sol, la faune ou la flore, sans provoquer de nuisances sonores ou olfactives et sans porter atteinte aux paysages et aux sites présentant un intérêt particulier. »
Constats : L'inspection des installations classées n'a pas constaté de traces de brûlage sur le site. La direction du site a mentionné que de telles pratiques n'étaient pas mises en œuvre sur le site.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Conditions générales de rejet

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 02/07/2013, article 3.2.3

Thème(s) : Risques chroniques, Surveillance des rejets atmosphériques

Prescription contrôlée :

Atelier Tourisme

	Hauteur minimale (en m)	Diamètre (en m)	Débit nominal (en Nm³/h)	Vitesse minimale d'éjection (en m/s)
Conduit N° 1	10	1,21	52 000	8
Conduit N° 2	10	0,03	7 500	8

Atelier Poids Lourd

	Hauteur minimale (en m)	Diamètre (en m)	Débit nominal (en Nm³/h)	Vitesse minimale d'éjection (en m/s)
Conduit N° 3	10	0,25	3 600	5
Conduit N° 4	10	0,64	27 500	8
Conduit N° 5	10	0,33	-	5
Conduit N° 6	10	0,22	-	5

Traitement de surfaces

	Hauteur minimale (en m)	Diamètre (en m)	Débit nominal (en Nm ³ /h)	Vitesse minimale d'éjection (en m/s)
Conduit N° 7	10	0,385	16 300	5
Conduit N° 8	10	0,385	100	5
Conduit N° 9	10	0,312	16 200	5
Conduit N° 10	10	0,196	12 000	5
Conduit N° 11	10	0,166	5 040	5

Chaudières

	Hauteur minimale (en m)	Diamètre (en m)	Débit nominal (en Nm ³ /h)	Vitesse minimale d'éjection (en m/s)
Conduit N° 12	19	0,70	-	8
Conduit N° 13	19	0,70	-	8
Conduit N° 14	19	0,70	-	8
Conduit N° 15	15	0,45	-	5
Conduit N° 16	10	0,34	-	-

Constats :

L'exploitant déclare que les conduits suivants ne sont plus utilisés suite à la diminution de l'activité de la société :

- conduit n°1 (atelier poids lourd)
- conduit n°2 à n°6 (atelier poids lourd)
- conduit n° 7 et n°8 (traitement de surface dans l'atelier poids lourd)

L'inspection des installations classées a constaté l'absence de machines et d'activités dans l'atelier "Poids Lourds".

L'arrêté préfectoral d'autorisation n'est pas à jour.

Conclusions :

une mise à jour de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 2 juillet 2013 est nécessaire. Aussi, l'inspection des installations classées propose que l'exploitant réalise un bilan de conformité de l'installation par rapport aux prescriptions de l'arrêté d'autorisation et de ses arrêtés complémentaires.

Utilement, l'exploitant pourrait transmettre :

- un descriptif précis de l'ensemble de ses installations et équipements et leur localisation sur un plan détaillé ;
- un bilan des activités de l'installation en regard de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement.
- un plan de localisation des équipements sources d'émissions de rejets atmosphériques et des points de rejet aqueux (via notamment un plan des réseaux) ;
- un descriptif des points de captage des émissions atmosphériques et aqueux présents sur le site.

A l'issue de ce travail préliminaire, une mise à jour des prescriptions réglementaires sera engagée, afin d'aboutir à un permis d'exploiter en cohérence avec la réalité des activités exploitées.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'actions, prescriptions complémentaires
Proposition de délais : 3 mois

N° 3 : Émissions dans l'air

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 02/07/2013, article 3.3
Thème(s) : Risques chroniques, COV
Prescription contrôlée : L'Émission Annuelle Cible des installations est de 37,5 grammes de Composés Organiques Volatils (COV) par 100 grammes d'Extrait Sec (ES) déposés lors de l'application de peintures et laquages.
Constats : Les COV sont émis au niveau des procédés de revêtement de l'atelier peinture : <ul style="list-style-type: none"> • procédé cataphorèse pour la protection finale anti-corrosion ; • procédé de laquage de finition • procédé de nettoyage. L'exploitant met à disposition de l'inspection de installations classées le suivi des émissions de COV pour les 4 trimestres de l'année 2023 : T1: 44,9 g /100g Non conforme ; T2: 49,7 g /100g Non conforme ; T3: 44,2 g /100g Non conforme ; T4: 39,8 g /100g Non conforme ; ANNUELLE : 44,65 g /100g Non conforme. Les éléments transmis lors de la visite d'inspection ne permettent pas de répondre à l'ensemble des prescriptions réglementaires énoncées dans l'article 3.3 de l'arrêté préfectoral du 2 juillet 2013. <u>Conclusions :</u> Comme mentionné précédemment et au vu notamment des évolutions des activités depuis la dernière mise à jour des prescriptions réglementaires, il est attendu que l'exploitant transmette : <ul style="list-style-type: none"> - un état des lieux des produits/substances utilisées dans son process dans lesquels des solvants sont présents, en mentionnant notamment les mentions de danger associées ; - les rapports d'autosurveillance.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatifs à l'exploitant, prescriptions complémentaires
Proposition de délais : 3 mois

N° 4 : Chaudière

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 02/07/2013, article 3.2.4
Thème(s) : Risques chroniques, Chaudière
Prescription contrôlée : Chaudières Concentrations moyennes journalières en O2, CO2 de référence, Poussières, NOx et SO2.
Constats : Les éléments transmis par l'exploitant lors de la visite ne permettent pas d'analyser la conformité des émissions liées aux chaudières. Aussi, il est demandé à l'exploitant de transmettre les résultats de l'autosurveillance en adéquation avec les prescriptions et leurs valeurs limites.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatifs à l'exploitant, prescriptions complémentaires
Proposition de délais : 3 mois